

FLASH-COVID

Syndicat des professeures et professeurs
de l'Université de Sherbrooke



Le travail professoral au de la mission universitaire

Chers membres,

En cette fin d'année difficile, je souhaite revenir sur trois enjeux importants pour le SPPUS: les impacts de la COVID-19 sur le travail professoral, les choix institutionnels sur le travail professoral et la demande de reconnaissance de la surcharge de travail.

Les impacts de la COVID-19 sur le travail professoral

Au printemps dernier, le SPPUS a réalisé deux sondages afin d'évaluer les impacts spécifiques de la pandémie sur le travail professoral. Le premier sondage s'adressait aux professeures et professeurs en début de carrière (57 répondants sur une population de 70 environ) alors que le second s'adressait à l'ensemble de nos membres (175 répondants sur une population de 400 environ). Les principaux constats de ces sondages sur l'enseignement et la recherche sont :

- Une surcharge de travail professoral fort significative pour adapter les enseignements;
- Un manque d'expérience et de formation pour les nouvelles formes d'enseignement qu'il a fallu mettre en place;
- Une surcharge liée à l'accompagnement d'étudiants beaucoup plus anxieux dans un contexte où les interactions sont plus difficiles;
- Un abandon de la recherche pour plusieurs, une baisse de productivité pour d'autres;
- Des responsabilités familiales accrues qui sont devenues source de stress et de surcharge;
- Des facteurs d'épuisement et des inquiétudes par rapport à la santé.

Ces impacts de la crise sont bien documentés, bien réels et auront des conséquences importantes sur la suite de la carrière professorale.

D'autres éléments d'information recueillis ciblaient davantage les rôles joués et souhaités des professeures et professeurs dans le processus décisionnel de la gestion des programmes et des types d'enseignement à privilégier, ainsi que de l'importance de promouvoir la liberté académique. Les directions de département et responsables des programmes ont pour leur part souligné les impacts majeurs des responsabilités accrues qu'ils ont dû assumer depuis le début de la pandémie.

Les choix institutionnels : un entre-deux difficile et un malaise de plus en plus présent

DANS LES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES DE LA PANDÉMIE, PLUSIEURS DE NOS MEMBRES NE SE SENTENT PLUS À L'AISE DE VENIR ENSEIGNER SUR LES CAMPUS ET LA DIRECTION DE L'UNIVERSITÉ DEVRAIT DÉMONTRER UNE SOUPLESSE ACCRUE À CET ÉGARD.

Alors que la majorité pour ne pas dire l'entièreté des universités québécoises ont annoncé depuis belle lurette une session d'hiver en ligne, la direction de l'Université de Sherbrooke a tardé à faire des annonces officielles pour la prochaine session. Après un automne « chargé », elle nous annonce à la mi-décembre qu'elle maintient la consigne institutionnelle d'avoir « le plus de présentiel possible ». L'Université exprime donc la volonté que la session d'hiver se déroule comme celle de l'automne. Rappelons que l'Estrie était en zone jaune à l'été et s'est maintenue en zone orange jusqu'en novembre. La situation sanitaire actuelle est toute autre puisque l'Estrie se maintient depuis plusieurs semaines en zone rouge. L'Université fait donc le souhait du présentiel en dépit des consignes de la santé publique invitant la population à rester à la maison, les employeurs à favoriser le tété-travail partout où cela est possible, malgré la mobilité de nos étudiantes et de nos étudiants, malgré la situation qui se détériore en Estrie. Elle s'appuie sur la lettre des directives de la santé publique l'autorisant à choisir quelles activités en présentiel sont essentielles, mais semble en oublier l'esprit, soit d'éviter tout rassemblement non essentiel.

Depuis le début de la pandémie, le SPPUS a soutenu l'importance d'un campus vivant. Plusieurs de nos membres ont été heureux de se retrouver en classe pour enseigner plutôt que de le faire devant un écran. Ils le seraient sans doute tout autant dans un contexte comparable à celui qui existait avant que la session d'automne ne débute. Toutefois, nos membres manifestent de plus en plus leur malaise face au décalage croissant entre la consigne institutionnelle et les prescriptions de la santé publique.

C'est un peu étrange de penser qu'on ne peut pas assister à un spectacle au Centre Culturel de l'Université, mais que la direction souhaite nous voir y donner des cours.

Les membres expriment le malaise de voir des milliers de gens réinvestir le campus cet hiver alors que la santé publique recommande de rester à la maison. Qu'y a-t-il de plus essentiel à l'Université de Sherbrooke que dans les autres universités qui impose autant de présentiel ?

Dans le souci de préserver le bien-être psychologique des étudiantes et étudiants, l'Université a choisi une stratégie différente des autres universités face à la pandémie. C'est un souci louable et nous avons été un partenaire dans cette approche. Pour maintenir l'enseignement en présentiel à l'hiver, la direction de l'Université rappelle que ses campus sont sécuritaires, car aucune éclosion n'y a été rapportée, mais doit-on rappeler que l'Estrie a cru, pendant un temps, pouvoir échapper à la zone rouge avant que la réalité de la contagion communautaire ne la rattrape ? On comprendra que face à la croissance constante des cas le sentiment de sécurité véhiculé par les messages de la direction ne soit pas partagé par nos membres. De plus, si la direction a investi dans la sécurité de nos campus, elle laisse le SPPUS sans réponse quand on lui demande de reconnaître la surcharge des profs, reconnaissance qui devient urgente pour prévenir l'épuisement, pour réagir à la détresse de plus en plus nommée. Le bien-être psychologique de ses professeures et professeurs est-il moins important que celui des étudiantes et étudiants ?

Le SPPUS ne prend pas ici position « pour » ou « contre » l'enseignement en présentiel ou en ligne. Il soulève toutefois des enjeux actuels importants et fait valoir la nécessaire souplesse que la direction devrait avoir envers les professeures et professeurs dans le choix des modalités d'enseignement et le besoin de prévenir leur épuisement.

Plusieurs membres indiquent que s'ils avaient l'autorisation de faire de l'enseignement entièrement en ligne, celui-ci serait d'une qualité supérieure puisqu'il ne serait plus un entre-deux, un compromis entre l'enseignement présentiel et l'enseignement à distance. Si la direction démontrait de la souplesse à une partie de son corps professoral qui n'est plus à l'aise de fonctionner de la sorte et qui pour

plusieurs pourraient faire mieux en ayant liberté entière d'enseigner pleinement en ligne ou pleinement en présentiel, au lieu de faire les deux à moitié, on atteindrait peut-être un meilleur équilibre.

L'entre-deux implique des approches différentes pour un même cours, une gestion de l'absentéisme qui dépasse largement l'entendement parce qu'à partir du moment où le cours est offert en ligne et en présentiel, plusieurs étudiants choisissent de rester à la maison.

Mais les choix institutionnels laissent les membres dans ce difficile entre-deux, à jouer au yo-yo et ça ne sert pas nécessairement la qualité de l'enseignement, puisque les profs doivent constamment revoir leur planification, leur approche pédagogique, leur évaluation et doivent également accompagner les étudiantes et les étudiants dans ce jeu de va-et-vient entre le présentiel et l'enseignement à distance.

Enfin, si on avait senti au début de la pandémie une certaine réponse aux demandes de collaboration des associations et syndicats, il n'y a pas de réel dialogue. Nous sommes informés des décisions de la direction. On nous écoute, mais on nous entend peu.

La reconnaissance de la surcharge : une question urgente de prévention

Les témoignages de détresse reçus par le SPPUS ont augmenté dans les dernières semaines et sont très préoccupants. Nous avons fait maintes propositions à la direction pour des modalités transparentes de reconnaissance de la surcharge de travail des profs. Le Conseil syndical a, dans une résolution unanime, fait une demande formelle à la direction pour qu'elle reconnaisse, par des actions concrètes, la surcharge de travail que vivent les professeures et professeurs. La présidente du SPPUS a déposé cette demande, mais elle est restée sans réponse satisfaisante; la direction préfère régler ça au cas par cas en fonction de ce que chaque individu pourrait avoir le courage de demander à sa Doyenne ou son Doyen. Le SPPUS ne peut pas accepter que l'Université négocie individuellement les conditions de travail de ses membres. La détermination collective des conditions de travail est la base même de l'action syndicale et elle assure qu'elles ne soient pas empreintes d'iniquité, de favoritisme ou de discrimination. À ce

stade-ci il y a bien malheureusement un bris de confiance envers la direction de l'Université dans sa volonté à reconnaître le travail professoral à sa juste valeur dans ce contexte exceptionnel.

À l'aube d'une négociation en vue de renouveler la convention collective, il n'y a rien de rassurant là-dedans.

Les profs ont besoin de temps pour reprendre leur souffle, pour démarrer ou reprendre leurs activités de recherche qui ont été laissées de côté au profit de leur dévouement à l'enseignement, sachant que la recherche est une exigence du travail professoral pour laquelle la direction de l'Université a des attentes très élevées, le SPPUS est inquiet de voir apparaître des situations très inégales dans la capacité des membres à rencontrer ces attentes. Enfin, pour les membres du SPPUS qui ont occupé des responsabilités administratives, du temps sera également nécessaire à la fin de cette pandémie pour qu'ils reprennent leurs activités en recherche, également laissées de côté, parce que ces professeures et professeurs se seront dévoués entièrement à la gestion des programmes.

Le travail professoral est au cœur de la mission universitaire qu'est celle de faire de l'enseignement et de la recherche. Mais force est de constater que l'université n'investit actuellement pas dans le travail professoral. Alors que les profs se dévouent entièrement, depuis longtemps, à faire rayonner l'institution.

Le SPPUS continuera ses efforts pour faire reconnaître la surcharge de travail, demander la souplesse nécessaire dans ce contexte exceptionnel d'enseignement et sera extrêmement vigilant à toutes les situations particulières qui pourraient être portées à son attention.

Je vous souhaite un temps des fêtes en santé, reposant et prudent. Je vous remercie de votre dévouement et de votre résilience dans ce contexte exceptionnel.

Julie

Julie Myre-Bisaillon
Présidente